

A. GLEBOV

Les Syndicats Russes et la Révolution

PRÉFACE DE BORIS SOUVARINE



— — PARIS — —

Bibliothèque Communiste

— — 1920 — —

PRIX : 0 fr. 50

LES SYNDICATS RUSSES & LA RÉVOLUTION

PRÉFACE

Les détracteurs du bolchevisme ne reculent devant aucun moyen, si vil soit-il, pour présenter en Occident le régime des Soviets comme un système oligarchique odieux, conférant le pouvoir à une poignée d'imposteurs régnant par la terreur au moyen d'une garde prétorienne. Suivant les milieux où s'exerce la propagande des émigrés russes et de leurs agents internationaux, ceux-ci recourent à différents arguments, dont la variété n'est qu'apparente car ils reposent sur une base unique : le mensonge. Pour enrayer l'élan de sympathie des masses ouvrières vers la Révolution bolchevique russe, — sympathie d'abord instinctive et de plus en plus consciente — les contre-révolutionnaires ont imaginé de lancer la légende de l'antagonisme entre les syndicats russes et les soviets. Cette légende se brisera, comme les autres, contre l'exposé véridique des faits.

Avant même que d'être documentés sur le mouvement syndical russe, les ouvriers français comprenaient aisément qu'un prolétariat, organisé en syndicats ouvriers et en conseils ouvriers, ne peut donner à ces deux systèmes d'organisation de classe des orientations divergentes, à plus forte raison antagoniques, ni leur assigner des buts différents. L'objectif unique du prolétariat révolutionnaire est de transformer la structure économique de la société, afin de créer un milieu où la liberté de

L'homme devienne une réalité, la seule obligation commune étant la loi vitale du travail. Pour accomplir cette immense tâche rénovatrice, la classe en laquelle réside la mission historique de révolution sociale se sert de l'unique instrument qui lui permette de vaincre l'opposition des possédants et des privilégiés : la dictature prolétarienne. Les syndicats ouvriers et les conseils ouvriers, émanations de cette classe, concourent donc à la réalisation du même idéal, tout en accomplissant des tâches différentes.

La tâche des soviets est déjà comprise de l'élite ouvrière de ce pays, qui voit en ce nouveau mode de représentation les organes de la dictature du prolétariat, possédant les attributs du pouvoir législatif et exécutif. La tâche des syndicats, par contre, n'a pas été assez mise en lumière, et l'étude de Glebov se propose précisément de montrer la transformation du travail des syndicats, après la conquête du pouvoir, et leur rôle d'importance primordiale dans l'œuvre d'édification du monde communiste.

Il y a deux conceptions du syndicat. Suivant l'une, le syndicat est une association de salariés pour la défense de leurs intérêts immédiats et pour l'amélioration de leur sort au sein de la société capitaliste. Suivant l'autre, le syndicat est un groupement de salariés pour l'abolition du salariat, c'est-à-dire pour la destruction du capitalisme. La première conception est réformiste, la seconde est révolutionnaire.

Les syndicats réformistes n'ont pour ainsi dire pas existé en Russie. L'étude de Glebov traite donc du rôle de syndicats révolutionnaires. De tels syndicats, visant à « la suppression du salariat et du patronat », suivant la formule de la C. G. T. française, ont un programme identique à celui du parti communiste ou socialiste, quant aux principes ins-

pirateurs et aux buts poursuivis. Ces deux organisations, parti révolutionnaire et syndicat révolutionnaire, conjoignent leurs efforts sans les confondre car ces efforts sont livrés dans des domaines différents.

Le rôle des syndicats révolutionnaires se modifie suivant le stade auquel se trouve la société, dans son processus de transformation. Il traverse trois phases :

- a) dans la société capitaliste ;
- b) dans la période de transition entre la société capitaliste et la société communiste ;
- c) dans la société communiste.

Dans la première phase, celle des pays où la révolution n'est pas commencée, les syndicats luttent contre la classe bourgeoise et contre l'Etat, instrument de domination de la bourgeoisie.

Dans la seconde phase, celle où se trouve la Russie et où se situent les observations de Glebov, les syndicats contribuent à former la structure de l'Etat prolétarien, temporairement nécessaire pour anéantir l'Etat bourgeois et faire disparaître les distinctions de classes ; la lutte contre le patronat cessant du fait de la suppression du patronat, les revendications économiques s'éteignant avec l'accession du prolétariat à l'hégémonie politique et à la maîtrise des moyens de production et d'échange, les syndicats deviennent des organes essentiels de l'économie, de l'organisation du travail, de la gestion des entreprises.

Dans la troisième phase, celle de la société communiste de l'avenir, où les classes n'existeront plus, le pouvoir politique, l'Etat et le gouvernement qui sont les moyens de domination d'une classe n'existeront pas davantage. Seule subsistera l'économie, c'est-à-dire l'exploitation des richesses naturelles au profit des producteurs, sont tous les

êtres valides. La seule obligation étant celle du travail, les syndicats seront l'organisation naturelle des travailleurs délibérant de leurs intérêts. On peut prévoir alors l'inéluctable fusion des organisations de producteurs, syndicats et soviets. Quant à prédire lequel des deux types d'organisation survivra, ce serait considérations académiques pures, car l'expérience seule éliminera celui qui ne répondra pas aux besoins.

Les syndicats français, dont les préoccupations immédiates sont de lutter contre le patronat et l'État bourgeois, ne peuvent pas négliger d'envisager leur avenir le plus proche, où les conjonctures historiques peuvent les jeter plus tôt qu'il le semble aujourd'hui. Aussi les discussions sur l'orientation syndicale passionnent-elles au plus haut point l'avant-garde du prolétariat. Le choc des deux tendances classiques, réformiste et révolutionnaire, se produit avec plus de violence que jamais au sein de la C. G. T. Les thèses sont àprement confrontées. Toutes les ressources de la dialectique entrent en jeu. Et ceux qui sont vaincus d'avance dans cette lutte des idées, les réformistes, dont les conceptions participent de l'idéologie du vieux monde qui meurt, ont recours à l'arme du mensonge contre les révolutionnaires, messagers de l'idéologie nouvelle, précurseurs du monde naissant.

C'est ainsi que pour battre en brèche l'idée de former une union internationale des syndicats révolutionnaires, une Internationale syndicale communiste, idée jaillie du grand foyer spirituel de la Révolution russe, les réformistes abondent dans le sens des contre-révolutionnaires émigrés de Russie et imputent à la République des Soviets une imaginaire « agonie » des syndicats russes. La brochure de Glebov vient à point pour réfuter cette légende inepte et rétablir la vérité.

Cette brochure fut écrite en 1918, c'est-à-dire

lors de la situation très critique, presque désespérée, où se trouva la Russie, isolée, bloquée, affamée et assaillie par l'impérialisme mondial. L'organisation syndicale se ressentait de la situation générale du pays, et de grands progrès ont été acquis depuis cette époque. Un bref aperçu de la croissance du mouvement syndical russe détruira les assertions des contre-révolutionnaires bourgeois et syndicalistes.

Ce mouvement syndical est né en 1905, à la faveur de la première révolution. Dès l'origine, il était d'inspiration nettement socialiste. L'idée de neutralité dans la lutte politique ne put s'y enraciner. Il était en étroites relations avec les partis socialistes. Les socialistes-révolutionnaires seuls préconisaient la neutralité politique, sans laquelle ils étaient défavorisés en tant que parti paysan. Deux Conférences furent réunies, en 1905 et 1906, pour établir des liens entre les syndicats dispersés, mais ces tentatives furent éphémères.

Sous la répression sanglante qui fit rentrer sous terre la révolution, le mouvement syndical subit le sort de la révolution elle-même. Les syndicats, dissous, persécutés, durent disparaître. Quelques-uns ne s'y résignèrent pas et s'efforcèrent de vivre illégalement. Une renaissance se dessina en 1911, mais le mouvement fut étouffé en 1914, quand le tsarisme entra dans la guerre dite « du Droit, de la Justice, de la Civilisation », c'est-à-dire impérialiste.

A la veille de la révolution de mars 1917, il n'existait que quelques syndicats professionnels groupant quelques centaines d'adhérents. Au lendemain de la chute de l'ancien régime, syndicats et soviets surgirent de toutes parts, se multiplièrent et grossirent avec rapidité. Il faut ici faire observer que ceux qui attribuèrent à l'absence de syndicats la formation de soviets en Russie, en

1917, se trompent lourdement. A l'absence de syndicats correspondait l'absence de soviets, et, avec la renaissance des soviets a coïncidé la renaissance des syndicats. Toutes les organisations interdites ressuscitèrent spontanément et simultanément, et se développèrent parallèlement. La croissance des syndicats est liée à l'affermissement du régime soviétique, ainsi qu'en témoignent les chiffres.

Avec la révolution de mars 1917, les syndicats se reconstituèrent très rapidement, soit autour des embryons syndicaux clandestins ayant subsisté, soit par voie de formations nouvelles. Ils s'organisèrent sans plan, sans méthode, tantôt de caractère professionnel, tantôt de caractère industriel. Ils n'étaient pas ou étaient mal reliés. Ils se jetèrent aussitôt dans les luttes ardentes de la période de bouleversement. Ils dirigèrent des grèves nombreuses et privées de coordination. Démunis de ressources, ils reçurent des subsides des soviets locaux, qui subventionnèrent également les *Bureaux* créés pour relier les unions professionnelles.

En juillet 1917, lors de la 3^e Conférence des Syndicats, 51 de ces Bureaux centraux étaient formés, représentant 1.120.819 adhérents. La Conférence groupait les délégués de 1.475.429 syndiqués. Mais ce nombre était établi suivant les listes d'adhérents et non suivant les cotisations versées. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires composaient la majorité, et les bolcheviks constituaient une minorité si active et si puissante qu'elle faisait contre-poids à l'autre fraction, et que, pratiquement, elle neutralisait l'action des réformistes. Alors que les bolcheviks n'obtenaient au Congrès des Soviets qu'un cinquième des voix, ils exerçaient déjà une influence considérable sur le mouvement syndical. La 3^e Conférence créa l'organisation centrale des syndicats et adopta le principe de la formation du groupement par industrie.

Ce n'est qu'après la révolution bolchevique de Novembre que ce principe fut mis en pratique. L'unification du système ne fut réalisée qu'au milieu de l'année 1918. Délivrés des soucis économiques par le pouvoir prolétarien, les syndicats s'organisèrent suivant les besoins de la vie nouvelle. Leur autorité fut accrue par le régime des soviets, qui leur attribua un rôle important dans l'économie nationale. Les Bureaux Centraux se transformèrent en Soviets Centraux de syndicats. Au 1^{er} Congrès panrusse des syndicats, participaient 48 centres, soit 3 de moins qu'à la Conférence de l'année précédente; mais cette diminution n'indique pas une décroissance de forces; ces soviets centraux représentaient 1.878.000 adhérents, soit une augmentation de 757.181 sur le chiffre de 1917. Le Congrès était l'émanation de 2.638.812 syndiqués. Ainsi, moins d'un an après la révolution bolchevique, les effectifs syndicaux avaient presque doublé.

En 1919, le 2^e Congrès panrusse groupait 3.422.000 membres, *non compris les syndiqués de pays immenses : Ukraine, Sibérie, Oural et Caucase, occupés par les contre-révolutionnaires*. Ce Congrès établit définitivement la structure de l'organisation syndicale. L'unification locale, régionale et nationale fut réalisée; les syndicats fusionnèrent en grandes Fédérations nationales, comprenant des sections et des sous-sections.

En 1920, le 3^e Congrès panrusse représentait 4.300.000 syndiqués. Ainsi, malgré la guerre civile et la guerre étrangère, qui ont fait passer de vastes contrées plusieurs fois de mains en mains, malgré la décadence inévitable de l'industrie d'un pays isolé de l'extérieur, malgré l'émigration d'une partie du prolétariat urbain vers les campagnes, le mouvement syndical, sous le régime soviétique a avancé à pas de géant. On imagine quelle serait

actuellement sa puissance si la Russie avait été laissée libre de travailler et de s'adonner aux œuvres créatrices et constructrices, au lieu de gaspiller ses forces en guerres défensives qui lui sont imposées par l'impérialisme allié.

Justice est faite, par le simple et cursif exposé de la vérité, de la légende contre-révolutionnaire de l'opposition des soviets aux syndicats, de l'oppression de ceux-ci par ceux-là. Les faits montrent que la prospérité des syndicats russes a été assurée par les soviets. Et le témoignage de Glebov, un des principaux militants du *Conseil Central pan-russe des Unions professionnelles*, organisme de direction des syndicats, aidera les ouvriers français à prendre conscience de leurs devoirs présents en étudiant l'action de leurs frères de Russie.

Les syndicats russes ont adressé à tous les syndicats du monde un appel pour la formation d'une Internationale syndicale révolutionnaire, organisation nécessaire des forces ouvrières mondiales contre le capitalisme mondial. Un écho a déjà répondu de plusieurs pays. Il faut que l'appel soit entendu en France. Le prolétariat français doit à son passé révolutionnaire de luttes héroïques pour l'affranchissement du travail, de conclure avec les prolétariats des autres pays, sous l'égide du glorieux prolétariat russe, le pacte irrévocable qui décrètera la fin du capitalisme exploiteur et meurtrier.

Boris SOUVARINE.

LES SYNDICATS RUSSES & LA RÉVOLUTION

Le mouvement syndical russe, né dans les périodes révolutionnaires, suivait, en progressant, la marche du mouvement ouvrier révolutionnaire. Il naquit en 1905, à l'époque de la première révolution russe, puis s'éteignit, étouffé par la réaction victorieuse, pour renaître à la nouvelle révolution cette fois victorieuse.

Au mois de février 1917, à l'époque où commença la grande révolution russe, le mouvement ouvrier n'avait guère de fortes organisations professionnelles se posant des problèmes de classe purement prolétariens. Toutes les organisations professionnelles avaient été dissoutes par un aveugle chauvinisme et un militarisme réactionnaire. Même celles qui auraient soutenu entièrement l'impérialisme russe ne furent pas épargnées.

Mais après que l'impérialisme russe, l'autocratie et le militarisme de trois années de guerre eurent définitivement ouvert les yeux du prolétariat russe, dès que l'autocratie des

tsars et l'impérialisme furent renversés, s'ouvrit une ère nouvelle dans le mouvement ouvrier russe. Dans les premiers jours de la révolution de février, la situation changea : des organisations professionnelles naquirent et grandirent rapidement. Pendant les quatre mois qui précédèrent la première Conférence des organisations professionnelles de toute la Russie, plus de 1.000 syndicats furent organisés en Russie, comptant plus de 2.000.000 de membres ; d'après les données de la Commission des mandats, 967 organisations professionnelles envoyèrent leurs délégués à cette conférence. Les syndicats comptaient 1.475.429 membres ; les chemins, les ouvriers des postes et télégraphes ne sont pas compris dans ce nombre ; en outre, les représentants de nombreuses organisations ne purent arriver à temps au congrès.

On voit par ces quelques chiffres que notre mouvement syndical, bien que jeune encore, se plaça d'un coup au niveau du mouvement syndicaliste de l'Europe occidentale. Il devança même ce dernier par les buts et les devoirs qu'il se posa.

Nos organisations professionnelles, formées pendant la révolution et développées dans son esprit, dirigeaient toute leur activité vers l'élargissement et l'approfondissement de

cette révolution. Dans cette période révolutionnaire, en pleine lutte, il fut impossible aux organisations professionnelles russes de garder « la neutralité » politique envers tout le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Au contraire, avec le progrès de la révolution, elles accentuaient leur lutte pour la libération complète de la classe ouvrière, des chaînes de l'impérialisme et du capitalisme. Les syndicats neutres n'existèrent pas chez nous ; partout on discutait politique ; chaque organisation professionnelle réagissait d'une façon ou d'une autre sur tout événement politique de la révolution qui poursuivait son chemin. Il y eut lutte des partis dans toutes les élections, dans les réunions des délégués, les conférences, les congrès. Même nos « neutres », les mencheviks, acquirent la conviction qu'on ne pouvait pas chasser la politique des syndicats et ils organisèrent leurs groupes de partisans dans les syndicats, afin de représenter leurs opinions politiques dans les organisations professionnelles.

La division, au sein des organisations professionnelles, eut pour cause la différence de vues sur le caractère et l'avenir de la révolution russe. Les uns prenaient pour tâche de consolider les conquêtes de la révolution de février, c'est-à-dire le régime démocratique

en Russie ; les autres trouvaient que la révolution bourgeoise de février devait se transformer en *révolution sociale* et que, par conséquent, tous les actes de la classe ouvrière devaient être dirigés du côté de l'extension de la révolution et de sa transformation en révolution socialiste. Les événements qui suivirent prouvèrent que ce dernier point de vue était juste et que les syndicats ouvriers devaient porter leur attention vers la transformation fondamentale de tout l'appareil économique bourgeois du pays.

La lutte pour l'influence des différents partis dans notre mouvement et pour l'influence des syndicats eux-mêmes sur la marche de notre révolution apparut surtout à la Conférence des organisations professionnelles de toute la Russie. Le début de la domination de la bourgeoisie russe, dans toute la vie politique et économique du pays, détermina la ligne de conduite d'un groupe d'organisations professionnelles assez solides à ce moment et surtout de leurs chefs. Un peu plus de la moitié des délégués arrivés à la conférence montrèrent toute l'incertitude du moment pour le pays.

Le rôle des organisations professionnelles se bornait, comme auparavant, à la lutte économique du prolétariat, à l'enseignement et

à l'éducation du peuple et à la lutte contre le chômage. C'est seulement sous l'influence et la pression de la moitié révolutionnaire de la conférence que ce rôle fut élargi et que la participation des syndicats dans l'organisation du contrôle ouvrier sur la production fut admis comme indispensable. C'est grâce à cette pression que fut reconnue la nécessité de soutenir l'activité des soviets qui était dirigée vers l'élargissement des conquêtes sociales du prolétariat.

Mais si, à la conférence des organisations professionnelles pan-russes tenue au mois de juin, il n'y avait pas d'opinions unanimes sur l'avenir de notre révolution, si même la majorité des délégués se prononça pour la collaboration des classes et pour l'appui du régime bourgeois en Russie, au mois de juillet 1917, les organisations changèrent brusquement de tactique et admirèrent la nécessité de lutter pour le pouvoir des soviets et pour la réorganisation socialiste de notre société. Déjà au mois d'août, à l'assemblée délibérante de Moscou, un groupe d'organisations professionnelles prit une position révolutionnaire déterminée envers la majorité de l'assemblée qui prêchait une tactique de collaboration avec la bourgeoisie. Dès ce moment, le mouvement ouvrier russe se plaça sur le

vrai terrain de la lutte de classe du prolétariat, de l'abolition du régime capitaliste et de son remplacement par la société communiste. Au mois de septembre, à l'assemblée démocratique, convoquée par le gouvernement de Kerensky, le groupe syndical se sépara radicalement de la majorité opportuniste de l'assemblée et déclara ouvertement que les organisations professionnelles soutiendraient la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Les événements qui suivirent confirmèrent cette déclaration par la participation active des organisations professionnelles à la révolution d'octobre (1).

Toutefois, l'action des organisations professionnelles ne se borna pas à la lutte politique. A côté de cette lutte, en dehors de laquelle elles ne pouvaient pas rester, elles furent absorbées par la lutte économique pour la journée de huit heures, pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration d'autres conditions de travail. Avec la victoire de la révolution de février, la classe ouvrière russe obtint une liberté suffisamment large pour lutter contre le capital. Mais pour assurer le succès de cette lutte, des organisations fortes et centralisées de la classe ou-

(1) Novembre du calendrier grégorien.

vrière, sous forme de syndicats ouvriers pour la production, furent nécessaires.

Avant la révolution, les ouvriers n'étaient pas organisés, tandis que les capitalistes possédaient de fortes organisations de lutte ; ceux-ci étaient réunis en trusts et en syndicats industriels gigantesques.

Dès que les chaînes du tsarisme furent brisées, les ouvriers s'organisèrent en syndicats, et, unissant leurs forces, ils déclarèrent la lutte au capital organisé.

Pendant les huit mois du pouvoir démocratique bourgeois, le prolétariat travailla au grand trot à l'organisation de ses syndicats. Au commencement de la révolution de février, il se forma un très grand nombre d'organisations professionnelles ; chaque groupement d'ouvriers, liés entre eux par un métier commun, tâcha d'organiser indépendamment un syndicat, allant ainsi contre les principes généralement admis d'organisation par industrie. Il se forma des unions de corps de métiers, surtout dans l'industrie métallurgique ; des unions de firmes, des unions parallèles, etc.

On dut ensuite longtemps lutter pour l'organisation unique dans une même industrie.

Il était très difficile de faire admettre aux ouvriers russes le principe d'organisation par

industrie et toute la période qui précéda la révolution d'octobre se passa, pour le mouvement professionnel, dans l'organisation des syndicats et la formation des grandes organisations industrielles unifiant les petits corps de métier. Ce travail n'est pas encore terminé et il existe encore à présent un grand nombre de syndicats basés sur le principe du lien de métier et non pas sur celui du lien industriel (1). Mais ce travail progresse et tend vers sa fin.

Pendant les premiers huit mois de la révolution, la classe ouvrière de Russie accomplit un très grand travail dans le domaine de la lutte économique. La lutte pour la journée normale de huit heures commença dès les premiers jours de la révolution de février ; on établit la journée de huit heures par une simple déclaration, mais seuls les industriels de Pétrograd et de Moscou consentirent, sous la pression de la révolution, à l'introduire dans leurs fabriques *après que les ouvriers eurent pris eux-mêmes le droit de ne travailler que huit heures par jour* ; dans tout le reste de la Russie les ouvriers continuèrent à travailler de 9 à 10 heures par jour. Les ouvriers, triomphant de l'auto-

(1) Ne pas oublier que cette étude fut écrite en 1918.

cratie russe, brisant tous les obstacles qui se plaçaient au travers de leur lutte, commencèrent une attaque ouverte contre les capitalistes rapaces qui ne voulaient pas introduire la journée de huit heures dans leurs fabriques. Dans bien des villes, il y eut des grèves pour cette demande démocratique de la classe ouvrière. Afin de terminer cette lutte, les organisations professionnelles demandèrent encore avant la troisième Conférence, au Ministère de l'Industrie et du Commerce d'abord, et au Ministère du Travail plus tard, l'établissement de la journée de huit heures. Dans les résolutions de la Conférence, « la publication immédiate par le gouvernement provisoire du décret sur la journée de huit heures pour tous les salariés sans exception », fut reconnue indispensable. Mais le gouvernement bourgeois de Kerensky resta sourd aux réclamations des ouvriers et le Ministre du Travail avait seulement l'intention de commencer « la discussion sur l'élaboration de la loi sur la journée de huit heures. »

A côté de la lutte pour la journée de huit heures, il y eut une lutte pour l'augmentation des salaires qui prit une grande partie du temps des organisations professionnelles. Les prix des objets de première nécessité étaient montés d'une façon incroyable pendant la

guerre, tandis que l'augmentation des salaires ne touchait que certaines industries, en très petit nombre, dont l'arrêt aurait causé la perte du gouvernement impérialiste. De plus, cette augmentation des salaires ne fut que de quelques % et n'améliora pas la situation matérielle de la classe ouvrière.

Les capitalistes, soutenus par le gouvernement bourgeois de Léon Kerensky, se montraient bien quelque peu bienveillants envers les ouvriers, mais ils leur marchandèrent chaque sou et très souvent les poussaient à la grève. Alors commença une lutte pour le minimum de salaire nécessaire pour vivre et ce n'est que grâce à une vive attaque révolutionnaire organisée que les ouvriers réussirent à triompher de la résistance de la bourgeoisie. Les capitalistes cédaient de mauvaise grâce et quand les ouvriers réussissaient, soit par des moyens légaux, soit par l'acceptation du contrat collectif, soit par une lutte ouverte, à obtenir l'augmentation des salaires, la bourgeoisie adressait des plaintes au gouvernement sur l'impossibilité de continuer à faire marcher les fabriques vu les exigences incroyables des ouvriers et ils disaient que la désorganisation de la production était le résultat de ces exigences des ouvriers qui réclamaient des salaires « fabuleux ».

Malgré les plaintes de la bourgeoisie sur l'augmentation des salaires, l'exploitation inouïe des ouvriers marchait grand train et les prix des objets de première nécessité montaient énormément, de sorte que les ouvriers étaient contraints de demander de temps à autre une augmentation de salaires afin de ne pas mourir de faim.

Les organisations professionnelles et leurs fédérations devaient non seulement mener une campagne pour l'augmentation des salaires, mais elles devaient encore établir des salaires autant que possible égaux pour les différentes catégories d'ouvriers de l'industrie. Les syndicats virent la nécessité de l'élaboration la plus minutieuse des tarifs divisés en groupes et catégories, suivant la difficulté et la complexité du travail. Cette campagne, commencée avant la révolution d'octobre par les syndicats des ouvriers typographes et métallurgistes, fut menée plus tard par tous les autres syndicats.

Toutefois, l'organisation des syndicats et la lutte pour la journée de huit heures et l'augmentation des salaires, n'étaient pas tout. Les organisations professionnelles prirent une part active à l'établissement du contrôle ouvrier et déployèrent bien des efforts pour empêcher la désorganisation complète

de la production par les capitalistes pillards.

Dans les premiers mois de la révolution — époque où naquit l'idée même du contrôle ouvrier — ce furent les Comités de fabriques qui prirent sur eux de le réaliser ; les mois suivants, le contrôle devint la tâche des organisations professionnelles.

Celles-ci crurent nécessaire de prendre le contrôle ouvrier dans leurs mains afin de le centraliser et d'instituer dans chaque organisation industrielle des Commissions de contrôle économique devant fixer les conditions économiques de chaque entreprise, dans l'intérêt de toute l'industrie et de la classe ouvrière de toute la Russie.

Outre le contrôle ouvrier, qui contribua sans doute à l'abolition de la domination des capitalistes dans les fabriques et qui prévint la désorganisation des entreprises, les organisations professionnelles tâchèrent d'étendre leur influence sur l'organisation de la production et d'empêcher la destruction complète de l'industrie. Les syndicats ouvriers envoyèrent leurs délégués dans tous les organes de direction et d'organisation pour contribuer à lutter contre la désorganisation des entreprises industrielles et contre les désorganisateur eux-mêmes — les capitalistes.

Mais tout ce travail, qui exigeait de la con-

tinuité et de la régularité, fut souvent interrompu par des événements politiques. Durant les huit mois du pouvoir bourgeois-social-patriote, les syndicats s'occupèrent non seulement des questions économiques, mais aussi des questions politiques, car ils comprenaient que ces deux questions étaient inséparables et que si la situation politique était restée la même, la situation économique de la classe ouvrière aurait empiré et toutes les conquêtes se seraient écroulées. C'est pourquoi les syndicats abandonnèrent provisoirement leur action économique au mois d'octobre et s'adonnèrent entièrement à la lutte politique, jouant pendant la révolution d'octobre le rôle qui répondait à leur capacité organisatrice.

La défaite du pouvoir des capitalistes opéra un grand changement dans la vie de la classe ouvrière et de ses organisations ; il fallait promptement *utiliser toutes les forces des syndicats pour résoudre des problèmes nouveaux inconnus jusqu'à ce moment.*

Les grèves perdirent d'un coup leur acuité. Les ouvriers révolutionnaires russes qui avaient pris le pouvoir dans leurs mains en octobre 1917, se disaient : « Sous le gouvernement des ouvriers et des paysans, il n'y a plus place aux grèves », et ils firent cesser les mouvements grévistes dès que la révolu-

tion fut accomplie. *Les grèves perdirent leur raison d'être* après la révolution d'octobre, comme moyen de lutte de la classe ouvrière pour l'amélioration de sa situation économique. Le pouvoir des ouvriers et des paysans établit la journée de huit heures par une loi ; il régla, plus tard, les salaires par la même voie.

Mais du moment que la lutte du travail contre le capital perdait son ancienne importance, les organisations professionnelles devaient aussi *changer leur tactique en transformant les organes économiques de lutte, dirigés jusqu'alors contre les capitalistes, en des organisations auxiliaires de l'Etat socialiste lui-même*. Et si, au mois d'avril 1917, le camarade Lénine ne trouva pas d'autre expression que celle de « marais » pour définir le mouvement professionnel, il rend hommage à présent aux syndicats pour *le beau rôle qu'ils jouent dans la réorganisation de notre économie nationale*.

Abandonnant leur ancien rôle, les syndicats s'occupèrent dès lors de problèmes plus difficiles et plus compliqués : l'organisation de l'industrie et la détermination des conditions du travail dans l'Etat socialiste.

Il y a quelques dizaines d'années, Karl Marx disait qu'on pouvait juger du degré de

développement de l'industrie d'un pays d'après celui de ses organisations professionnelles. Nous pouvons juger maintenant du degré de développement de notre industrie socialiste, par le rôle que jouent les syndicats ouvriers dans l'organisation de cette industrie. C'est pour remplir ce rôle que nous avons créé les syndicats de production.

Avant la révolution d'octobre, nous avions besoin d'organisations ouvrières basées sur le principe du lien de métier pour avoir plus de succès dans la lutte du prolétariat contre le capitalisme ; après le mois d'octobre, des syndicats de ce genre nous furent indispensables afin d'utiliser au mieux nos forces dans l'organisation de la vie économique du pays.

Le rôle des syndicats ouvriers dans la révolution d'octobre fut si important qu'on a le droit de dire qu'ils entrèrent en maîtres dans leur nouvel Etat socialiste. Aussi bien à Pétrograd qu'à Moscou, les centres du mouvement syndicaliste étaient les quartiers généraux des forces révolutionnaires et tous les leaders syndicalistes se trouvaient alors à leur poste de combat dans la lutte contre le pouvoir des capitalistes.

L'état-major de la Révolution d'octobre se trouvait à l'institut Smolny, dans les appartements des étages inférieurs, occupés par la

Commission centrale des organisations professionnelles de toute la Russie ; c'est là que fut organisé le gouvernement des ouvriers et des paysans et c'est de là que le Bureau révolutionnaire du Comité du parti communiste de Petrograd dirigeait le mouvement ouvrier dans cette ville.

Les représentants de notre mouvement syndicaliste ont joué un grand rôle dans la révolution d'octobre. Dans les premiers mois de cette révolution, les syndicats suivirent le courant général de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour le maintien du pouvoir des ouvriers et des paysans. Puis, quand surgirent les nouveaux problèmes de l'établissement d'un État socialiste et du relèvement de toute notre économie nationale, de l'industrie, du commerce, des transports, ils prirent la direction de l'organisation de la nouvelle Russie socialiste.

Le premier Congrès des organisations professionnelles de toute la Russie établit, au mois de janvier 1918, que : « le centre de gravité de l'action syndicale doit être transporté dans le domaine de l'organisation de la vie économique du pays ». Dès ce moment, les syndicats s'adonnèrent entièrement à ce travail d'organisation et durant les dix mois de l'édification socialiste, ils aidèrent de toutes

leurs forces le Pouvoir des soviets à reconstituer l'économie nationale foncièrement désorganisée.

Au moment de la Révolution d'octobre, notre industrie était à la veille d'une déroute complète ; les fabriques s'arrêtaient par dizaines, les industriels abandonnaient leurs affaires et s'enfuyaient après avoir pillé le plus possible. La classe ouvrière ne resta pas inactive devant cet état de choses ; elle se mit à travailler par ses propres moyens à la reconstitution de la production. Le contrôle ouvrier fut intensifié. Les Comités d'usines obtinrent le droit de contrôler la vie économique des usines, sous la direction des syndicats et d'écartier tous les éléments entravant le développement de l'industrie. *Il fallait relever la productivité des usines.* Les comités d'usines, de pair avec les syndicats, prirent hardiment sur eux cette tâche compliquée et empêchèrent la déroute complète de l'industrie.

Avant la Révolution d'octobre, le contrôle ouvrier n'avait pas la force nécessaire au relèvement de la productivité de notre industrie, car le gouvernement socialiste opportuniste d'alors empêchait par tous les moyens l'introduction du contrôle ouvrier dans nos usines ou bien il s'en servait dans son propre intérêt pour se procurer des matières pre-

nières et des combustibles. Après la Révolution d'octobre, la loi donnait aux Comités d'usine, aux Commissions de contrôle et, par conséquent, aux syndicats, assez de garanties non seulement *pour contrôler réellement les industriels, mais encore pour préparer le passage des fabriques et des usines dans les mains de la classe ouvrière.*

Le rôle des syndicats, dans cette question, fut des plus importants, car il était nécessaire de donner au Contrôle ouvrier une organisation régulière ; il fallait lutter contre la corruption de l'idée même du Contrôle ouvrier que des Comités d'usine interprétaient comme étant l'idée de l'organisation de la production par les ouvriers de chaque fabrique et de chaque usine séparément. Comme résultat du travail des syndicats, il y eut une délimitation entre le contrôle et l'organisation de l'industrie. Cette dernière fut transmise aux soviets de l'Économie nationale, où siégeaient aussi les représentants des syndicats. Les représentants des Comités d'usine et des syndicats entrèrent dans la direction des entreprises nationalisées qui étaient entièrement soumises aux organes économiques d'État. La commission de contrôle était chargée de vérifier tout l'appareil de l'entreprise ainsi que la distribution des matières premières et des produits fabriqués.

Les syndicats donnèrent une juste interprétation au contrôle de toute la vie industrielle des usines et des fabriques et l'effectuèrent d'une façon méthodique et régulière. En ce qui concerne la régularisation et l'organisation de l'industrie, les syndicats et les comités d'usines entraient dans tous les organes officiels de direction et d'organisation et y assuraient ainsi la juste solution de toutes les questions touchant l'organisation de notre industrie. Les syndicats, à côté de leur participation aux organes de l'État, *travaillaient aussi au relèvement de notre production*. Il était indispensable de prendre des mesures pour le relèvement de la production ouvrière pour faire marcher les fabriques et les usines. On ne put le faire qu'au moyen de la détermination exacte d'un minimum de production quotidienne pour chaque ouvrier. Quand on accusait les industriels de sabotage, de diminution et même de suspension préméditée du travail dans leurs fabriques, ils se justifiaient toujours en disant que les salaires élevés et la diminution énorme de la productivité du travail des ouvriers ne leur donnaient plus la possibilité de continuer la production. *Mais quand le gouvernement des ouvriers et des paysans prit les fabriques en mains, la production non seulement ne diminua plus, mais, au*

contraire, dans bien des entreprises, elle augmenta. Les syndicats jouèrent un rôle décisif dans le relèvement de la productivité du travail ; chaque fois qu'un syndicat de production demandait une augmentation de salaire, il établissait, à côté de l'indication exacte des salaires, le rendement journalier de l'ouvrier. Le syndicat exigeait de l'ouvrier, pour un salaire défini, une quantité définie de produits fabriqués.

A côté d'une série de problèmes économiques — l'organisation et la régularisation de la vie économique, le relèvement de la production, le règlement des conditions de travail, l'établissement des salaires qui correspondaient le mieux aux conditions d'existence des ouvriers — que les syndicats durent résoudre, ils avaient encore à définir leurs rapports réciproques avec le pouvoir des soviets. Le premier Congrès des organisations professionnelles de toute la Russie déclara : « *Les syndicats, après s'être développés, devaient devenir, au cours de la révolution socialiste, des organes du pouvoir socialiste, travaillant comme tels, en relation avec les autres organes du Pouvoir socialiste, pour l'introduction dans la vie des nouveaux principes de l'organisation de la vie économique.* »

Comment le mouvement syndicaliste, dans son ensemble, travailla-t-il en pratique avec le Pouvoir des ouvriers et des paysans, à la solution de tous les problèmes posés ?

Dans la dernière moitié de l'année, le problème de la transformation organique de la société capitaliste en société socialiste se posa devant le pouvoir des soviets. Il dut s'occuper de l'organisation de la production et du ravitaillement et en même temps créer une armée socialiste puissante, capable de défendre l'Etat socialiste et les conquêtes obtenues pendant une année et demie de luttes.

Si, dans la première moitié de la révolution d'octobre, l'action était dirigée du côté de la lutte directe pour le pouvoir, de la lutte contre les contre-révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans la deuxième moitié de cette révolution, alors que le pouvoir des soviets s'était déjà solidement établi, il fallait penser au travail de création. Ici les organisations économiques de la classe ouvrière, les syndicats avant tout, pouvaient apporter un grand appui aux soviets dans la réorganisation de la société.

Dès que presque toute l'industrie russe fut nationalisée, les organisations professionnelles travaillèrent à l'établissement du nouvel ordre socialiste ; si les syndicats ne pouvaient

pas prendre dans leurs propres mains l'organisation et l'administration immédiates de la production, du moins entrèrent-ils dans tous les organes économiques de l'Etat, depuis le soviet supérieur de l'Economie nationale, jusqu'aux directions de nombreuses usines disséminées dans toute la Russie, et ils entrèrent dans tous ces organes comme des organisations industrielles puissantes. Ces organisations transmettaient par leurs délégués toute leur expérience et toute leur pratique dans la production, à l'organisation nouvelle et à la direction des entreprises industrielles.

Les syndicats prirent part aussi au ravitaillement des villes. Quand le Pouvoir des soviets comprit la situation critique, au point de vue du ravitaillement des centres révolutionnaires, Pétrograd et Moscou, il demanda aux syndicats leur appui pour le transport des blés de la campagne dans les villes. Les syndicats répondirent à cet appel en envoyant en masse des ouvriers à la campagne et, après deux à trois mois de travail, les grands centres ouvriers furent à l'abri de la famine ; les ouvriers aidèrent en outre les prolétaires de la campagne à organiser des comités et des soviets de paysans et ils leur facilitèrent la lutte contre la bourgeoisie paysanne.

Le Pouvoir des soviets dut encore organi-

ser l'armée rouge, vigoureuse et puissante en quantité et en qualité. La contre-révolution à l'intérieur ne s'affaiblissait pas, elle grandissait et menaçait l'existence de l'Etat des soviets.

Le désir de la bourgeoisie internationale de supprimer le Pouvoir des soviets, l'intervention des « Alliés », l'envoi des troupes à Mourmansk et dans la région de la Mer Caspienne, exigea de nous les plus grands efforts afin de repousser l'ennemi. Il fallait une armée et c'étaient avant tout les ouvriers eux-mêmes qui pouvaient créer cette armée. Les syndicats aidèrent à la créer ; ils donnèrent un grand nombre, non seulement de simples soldats, mais aussi de camarades conscients qui, en bien des cas, furent des chefs du mouvement ouvrier. Le résultat en fut la prise de Kazan, de Simbirsk et de Samara.

Ainsi, si avant la Révolution d'octobre, le mouvement syndicaliste, dans son ensemble et les différentes organisations ouvrières durent lutter contre les capitalistes pour la satisfaction de revendications économiques ; si, avant la Révolution d'octobre, ils durent dépenser beaucoup de forces dans la lutte contre le gouvernement de coalition qui dans toutes les questions marcha d'accord avec la bourgeoisie, après la Révolution d'octobre, le

mouvement syndicaliste cessa la lutte économique et put diriger ses forces entièrement du côté de la lutte politique. Les syndicats appuyèrent avec énergie le Pouvoir des soviets et prirent une part active à l'organisation de la vie économique sur des bases socialistes.

L'avenir des organisations professionnelles dépendra du maintien du Pouvoir des ouvriers et des paysans. La défaite de ce Pouvoir entraînerait aussi la défaite du mouvement syndicaliste. Les huit mois qui ont précédé la Révolution d'octobre, ne sont pas restés sans profit pour les syndicats russes ; ceux-ci ont élargi les cadres de leur lutte, ils se sont organisés et ont préparé les masses ouvrières à la lutte révolutionnaire pour l'Etat des ouvriers et des paysans. La prochaine année de lutte, lutte de l'armée prolétarienne dans les cadres de l'Etat des soviets, fortifiera immensément les forces des organisations ouvrières et, dans l'avenir, elles se fondront entièrement avec le pouvoir socialiste. Alors les syndicats n'auront qu'une tâche unique devant eux, celle de créer, de fortifier et d'élargir le nouvel Etat socialiste, en y apportant toute leur expérience, leur science pratique et leur esprit révolutionnaire.